

Huitième session

Point 18 de l'ordre du jour

ASSISTANCE TECHNIQUE EN VUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Rapport du Secrétaire général

1. Au cours de la première partie de sa troisième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 200 (III) relative à l'assistance technique en vue du développement économique et a voté un crédit de 288.000 dollars pour les dépenses qu'entraînera cette assistance aux Etats Membres.

2. Le paragraphe 5 invite le Secrétaire général

"... à rendre compte à chaque session du Conseil économique et social des mesures qu'il aura adoptées en exécution des termes de la présente résolution."

L'intervalle entre l'adoption de cette résolution de l'Assemblée générale et la rédaction du premier rapport a été si bref que le Secrétaire général ne peut fournir au Conseil qu'un compte rendu très succinct des mesures initiales qu'il a prises pour mettre en oeuvre cette résolution. Il fera rapport des mesures ultérieures à la neuvième session et aux sessions suivantes du Conseil, pour lui permettre de se livrer à l'examen prévu au paragraphe 6 de la résolution, qui

"Recommande au Conseil économique et social d'examiner à chacune de ses sessions les mesures prises en vertu de la présente résolution et, lorsque cela sera nécessaire, de formuler des recommandations sur la politique et les dispositions budgétaires jugées nécessaires par l'Assemblée générale pour l'accomplissement des fonctions instituées par la présente résolution."

Historique général

3. Sous une forme ou sous une autre, le Conseil économique et social étudie depuis 1946 * la question d'une assistance technique que fourniraient l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. Le Conseil économique ayant créé la Commission des questions économiques et de l'emploi, celle-ci, lors de sa première session, en janvier 1947, a invité sa Sous-Commission du développement économique à lui présenter des recommandations sur

* Voir les résolutions 27 (IV) et 51 (IV) du 28 mars 1947, 41 (IV) du 29 mars 1947, 96 (V) du 12 août 1947, 139 (VII) A, du 26 août 1948 et 149 (VII) C du 27 août 1948.

"L'assistance technique à fournir dans la limite des ressources disponibles, aux Membres des Nations Unies qui la demandent, tant en ce qui concerne la production et le développement que l'organisation, en collaboration avec les gouvernements intéressés des missions qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement de cette fonction."

La Commission déclarait en outre :

"En attendant des recommandations de la Sous-Commission du développement économique, la Commission demande que, sauf pour les requêtes particulières reçues de gouvernements d'Etats Membres et qui seraient manifestement du ressort des diverses institutions spécialisées, le Secrétaire général prenne les mesures appropriées, en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, pour fournir, dans la limite des ressources disponibles, les conseils techniques qui pourront être demandés par les gouvernements d'Etats Membres et qui leur permettront de préparer et d'exécuter aussi rapidement et complètement que possible, des programmes de développement bien équilibrés." (E/255)

4. Au cours de sa première session, en novembre 1947, la Sous-Commission du développement économique a adopté un rapport qui traitait, entre autres, de l'enseignement technique et de l'assistance technique. En cette matière, la Sous-Commission a conclu qu'en raison d'un certain nombre de considérations parmi lesquelles figurent les possibilités des institutions spécialisées en matière technique, le meilleur moyen consisterait à organiser l'assistance technique intergouvernementale "sous les auspices des Nations Unies". (E/CN.1/47).

5. A sa troisième session, la Commission des questions économiques et de l'emploi, tout en félicitant la Sous-Commission d'avoir décidé "de consacrer plus de temps au cours de ses prochaines sessions à des problèmes plus précis" a exprimé l'avis que

"parmi les champs d'action, il en est un qui exige une attention immédiate : celui qui intéresse la mobilisation, dans les pays insuffisamment développés, des ressources nationales, tant humaines que naturelles, financières et techniques; il faut entreprendre sans délai des études dans ce domaine de manière à assurer l'utilisation la plus efficace de l'assistance technique que peuvent fournir, à la demande des Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées en vue de la mobilisation de ces ressources." (E/790).

6. Lors de sa deuxième session, en juin 1948, la Sous-Commission du développement économique a consacré ses efforts presque entièrement à l'étude de l'assistance technique. La cinquième partie de son rapport

(E/CN.1/61) contient une série de recommandations sur la matière, notamment en ce qui concerne le domaine où une action est nécessaire et les directions selon lesquelles pourrait s'effectuer celle-ci. Ni la Commission, ni le Conseil économique et social n'ont en fait, étudié encore ce rapport. Cependant, comme ce document a été rendu public et qu'il est à la disposition de tous les Etats Membres, il a déjà eu des conséquences importantes. Les Gouvernements de la Birmanie, du Chili, de l'Egypte, et du Pérou ont en fait adopté un bon nombre des recommandations de la Sous-Commission et les ont fait figurer dans un projet de résolution qu'ils ont présenté à l'Assemblée générale lors de sa récente session à Paris. Quelque peu amendée, cette résolution a été adoptée le 4 décembre 1948 comme résolution 200 (III).

7. L'Assemblée générale a établi certaines règles selon lesquelles l'Organisation des Nations Unies devait fournir l'assistance technique en vue du développement économique et a autorisé le Secrétaire général à remplir les fonctions suivantes, en coopération avec les institutions spécialisées dans les cas appropriés, lorsque des Etats Membres en font la demande :

"(a) Prendre les dispositions pour organiser des équipes internationales composées d'experts fournis directement ou indirectement par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et chargées de donner des avis à ces Gouvernements au sujet de leurs programmes de développement économique, étant bien entendu que l'organisation de ces équipes n'empêchera pas d'inviter des experts, ou des groupes d'experts, appartenant à l'Organisation des Nations Unies ou aux institutions spécialisées à l'occasion des problèmes qui sont du domaine de ces institutions spécialisées;

(b) Prendre des dispositions pour assurer la formation à l'étranger d'experts des pays insuffisamment développés en mettant à leur disposition des bourses pour étudier dans les pays ou les établissements où les études dans ces domaines particuliers ont atteint un degré élevé de compétence technique;

(c) Prendre des dispositions pour organiser, dans les pays insuffisamment développés, la formation de techniciens locaux en encourageant les visites d'experts dans les divers domaines du développement économique en vue de former du personnel local et d'aider à l'organisation d'instituts techniques;

(d) Fournir des facilités pour aider les gouvernements à se procurer le personnel, le matériel et les fournitures techniques, et prendre des dispositions pour organiser d'autres services appropriés qui pourraient favoriser le développement économique et notamment l'organisation de "séminaires" chargés d'étudier des problèmes particuliers du développement économique, ainsi que l'échange de renseignements à jour sur les aspects techniques des problèmes du développement économique;"

Mesures prises jusqu'à ce jour

8. Au début de janvier 1948, le Secrétaire général a adressé à tous les Etats Membres une lettre à laquelle étaient joints des documents relatifs aux facilités que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pouvaient fournir en matière d'assistance technique. Cette lettre citait notamment la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale, conseillait aux gouvernements de se mettre en relation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou avec les directeurs ou secrétaires généraux des institutions spécialisées pour mettre au point les modalités financières et autres selon lesquelles serait accordée l'assistance technique, et transmettait une brochure, rédigée en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, qui exposait de façon assez détaillée les facilités que pouvaient offrir l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

9. En février 1949, le Secrétaire général envoyait aux gouvernements une autre lettre et un mémorandum, traitant spécialement de l'application du paragraphe 3 (b) de la résolution, concernant "la formation à l'étranger d'experts des pays insuffisamment développés en mettant à leur disposition des bourses..." Le mémorandum en question énumère certains des domaines dans lesquels on peut le plus aisément accorder des facilités dans le cadre du programme initial et définit la procédure que les gouvernements devront suivre s'ils désirent présenter une demande de bourses pour certains de leurs ressortissants. Il décrit en outre les mesures que pourront adopter les gouvernements des pays qui ont atteint un haut degré de développement technique et qui sont disposés à prendre les dispositions nécessaires pour permettre aux boursiers de venir se perfectionner dans ces pays (On trouvera joints à ce rapport - Annexe I - les textes de la lettre et du mémorandum en question).

Afin d'assurer un maximum de coordination entre les divers programmes de bourses des Nations Unies et des institutions spécialisées, le Groupe de travail chargé des programmes de bourses - établi par les Comités administratifs de coordination - examinera, au cours de sa session de

mars prochain; le montant actuel des bourses, les programmes, les méthodes de désignation et l'organisation des services administratifs de façon à étudier la façon dont on pourrait mieux coordonner et unifier les programmes de bourses créés tant par l'Organisation des Nations Unies que par les institutions spécialisées.

10. D'autre part, tenant pour acquis que certains types d'assistance technique seront demandés, le Secrétaire général a entrepris, en vertu de la Résolution, un certain nombre d'autres travaux. Il s'est guidé, à cet égard, sur des entretiens qu'il a eus avec les représentants de certains Etats Membres sur les rapports de la Sous-Commission du développement économique et sur les connaissances que le Secrétariat a accumulées au cours de sa collaboration avec les Commissions économiques régionales et de ses études sur les problèmes qui se posent dans les pays insuffisamment développés. Les activités ainsi entreprises sont décrites ci-dessous, classés d'après les fonctions énumérées au troisième paragraphe de la Résolution.

Paragraphe 3, alinéa (a) : Ce paragraphe envisageant des missions économiques s'intéressant à un domaine étendu ("des équipes internationales composées d'experts..."), les représentants d'un certain nombre de gouvernements ont officieusement étudié, avec des membres du Secrétariat, la possibilité de l'envoi dans leur pays d'une mission de ce genre. Ces entretiens en sont encore au stade préliminaire et pour mettre au point ces missions il faut donc attendre que les discussions aient progressé plus avant.

Le Secrétariat a également été saisi d'un certain nombre de questions relatives au paragraphe 3 (a) de la Résolution, relatif aux problèmes qui sont du ressort des institutions spécialisées. Là encore, les négociations n'en sont qu'au stade préliminaire.

Paragraphe 3, alinéa (c) : Le Secrétaire général estime que l'encouragement de "visites d'experts dans les différents domaines du développement économique en vue de former du personnel local et d'aider à l'organisation d'instituts techniques" est une activité qui exige la coopération la plus étroite entre les services du siège et les organisations régionales du Secrétariat, puisque dans bien des cas, là où existent des organisations régionales, c'est à ces dernières qu'incombera principalement la mise en oeuvre de ce programme d'assistance technique.

La première activité organisée en vertu de cet alinéa relève du domaine de la statistique et a trait à l'organisation de groupes d'étude temporaires d'une durée de douze semaines destinés à former le personnel

local chargé de recueillir les données sur la population, sur l'agriculture et sur les autres ressources des pays insuffisamment développés. Les groupes d'étude sont conçus comme des entreprises organisées en coopération par le Secrétariat des Nations Unies, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et les gouvernements intéressés, en particulier ceux qui accueilleront les groupes d'étude durant leur période de fonctionnement. On espère que les techniques auxquelles cette activité donnera naissance serviront de modèle à des activités similaires dans d'autres domaines du développement économique.

Paragraphe 3, alinéa (d): En vertu de cet alinéa, le Secrétaire général a déjà reçu des demandes d'assistance de gouvernements désireux d'obtenir un personnel technique. Ces demandes sont actuellement à l'examen. En outre, le Secrétariat prend des dispositions pour organiser une discussion en commun des méthodes et des techniques propres à encourager le développement économique. Il s'agirait d'une conférence groupant au maximum douze personnes qualifiées déléguées par autant de pays. Ces délégués passeraient en revue les expériences de chaque pays, en se fondant sur des études rédigées et soumises par les participants avant la réunion.

Le Secrétariat a également pris des mesures pour étudier la possibilité de publier d'une part une série de brochures techniques qui traiteraient des divers aspects de la technique qui présentent un intérêt particulier pour les pays insuffisamment développés, d'autre part un bulletin périodique consacré à la diffusion et à l'échange de renseignements sur les progrès réalisés dans le développement économique des différentes régions et des différents pays, et de "renseignements sur les aspects techniques des problèmes du développement économique."

11. Pour mener à bien la mission que lui a confiée cette résolution de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a besoin de l'entière coopération des Etats Membres. C'est en particulier le cas en ce qui concerne la coopération avec les Etats Membres dont le développement technique est assez élevé pour qu'ils puissent fournir des experts et donner sur leur sol une formation supérieure aux experts venant de pays insuffisamment développés. On ne saurait trop insister sur la nécessité de cette coopération et sur la nécessité où se trouve le Secrétaire général de connaître les institutions et d'avoir accès aux connaissances techniques des pays dont le développement technique a atteint déjà un degré élevé.

12. La Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale a recommandé, à propos de la Résolution en question, "de ne pas perdre de vue l'intérêt qu'il y a à s'aider soi-même, les gouvernements, lorsqu'ils établissent leurs demandes d'assistance, devant aussi prendre dûment en considération la question du partage des frais entraînés par les services rendus." (A/745). Il est clair que l'étendue des services qu'il sera possible de rendre en vertu de cette Résolution sera d'autant plus importante que les gouvernements qui bénéficieront de l'assistance technique assumeront eux-mêmes la plus grande part possible des dépenses qu'elle entraînera.

ANNEXE I

Lettre adressée par le Secrétaire général à tous les Etats Membres,
au sujet de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale.

le 18 février 1949

Le Secrétaire général présente ses compliments à
et à l'honneur de se référer à la résolution 200 (III) de l'Assemblée
générale sur l'assistance technique en vue du développement économique,
adoptée le 4 décembre 1948. Cette résolution autorise le Secrétaire général
à remplir les fonctions suivantes, énoncées au paragraphe 3 de la résolution,
lorsque des gouvernements en font la demande :

- a) Prendre les dispositions pour organiser des équipes internationales
composées d'experts fournis directement ou indirectement par
l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées
et chargées de donner des avis à ces gouvernements au sujet de
leurs programmes de développement économique, étant bien entendu
que l'organisation de ces équipes n'empêchera pas d'inviter des
experts, ou des groupes d'experts, appartenant à l'Organisation
des Nations Unies ou aux institutions spécialisées à l'occasion
des problèmes qui sont du domaine de ces institutions
spécialisées;
- b) Prendre des dispositions pour assurer la formation à l'étranger
d'experts des pays insuffisamment développés en mettant à leur
disposition des bourses pour étudier dans les pays ou les
établissements où les études dans ces domaines particuliers ont
atteint un degré élevé de compétence technique;
- c) Prendre des dispositions pour organiser, dans les pays
insuffisamment développés, la formation de techniciens locaux
en encourageant les visites d'experts dans les différents domaines
du développement économique en vue de former du personnel local
et d'aider à l'organisation d'instituts techniques;
- d) Fournir des facilités pour aider les gouvernements à se procurer
le personnel, le matériel et les fournitures techniques, et
prendre des dispositions pour organiser d'autres services
appropriés qui pourraient favoriser le développement économique
et notamment l'organisation de "séminaires" chargés d'étudier des
problèmes particuliers du développement économique, ainsi que
l'échange de renseignements à jour sur les aspects techniques des
problèmes du développement économique.

Bien que la présente note ait uniquement trait au paragraphe 3 b, les gouvernements peuvent dès maintenant soulever des questions au sujet des autres sections de la résolution. Au fur et à mesure des nécessités, de nouvelles communications leur seront adressées concernant les fonctions définies aux autres alinéas du paragraphe 3.

En application du paragraphe 3 b, on a fait figurer ci-joint, un mémorandum adressé aux gouvernements de tous les Etats Membres qui contient des renseignements sur les dispositions actuellement prises par le Secrétaire général en ce qui concerne la formation à l'étranger d'experts pendant l'année 1949.

Ce mémorandum expose les mesures à prendre par les gouvernements qui, grâce au degré élevé de leur développement technique, sont prêts à faciliter aux boursiers l'accès de leurs établissements d'étude et de leurs centres de formation. L'attention de ces gouvernements est particulièrement attirée sur les paragraphes 6-8 du mémorandum.

En outre, le mémorandum expose la marche à suivre par les gouvernements qui désirent faire une demande de bourses pour leurs nationaux. Au sujet des demandes qu'ils jugeraient ainsi utile de faire, les gouvernements devront porter particulièrement leur attention sur les paragraphes 9 à 13 du mémorandum.

Afin que le Secrétaire général puisse accélérer l'exécution du programme de bourses, les gouvernements sont invités à lui adresser leurs réponses, concernant les questions posées au mémorandum, avant le 31 mars 1949, et en même temps d'adresser une copie de ces réponses aux secrétaires exécutifs des Commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies, au cas où ils en seraient membres.

18 février 1949

MEMORANDUM

SUR LA FORMATION A L'ETRANGER D'EXPERTS DES PAYS
INSUFFISAMMENT DEVELOPPES PAR LE MOYEN DE BOURSES ACCORDEES
PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. Le présent mémorandum, qui est envoyé à tous les Etats Membres, a pour but d'expliquer les dispositions que l'on prend actuellement pour organiser des bourses d'étude et de formation à l'étranger pour lesquelles l'Assemblée générale a voté les crédits nécessaires par sa résolution n° 200 (III) sur l'assistance technique en vue du développement économique. Un exemplaire de cette résolution est joint au présent mémorandum.
2. Cette résolution autorise, entre autres choses, le Secrétaire général à :
"Prendre des dispositions pour assurer la formation à l'étranger d'experts des pays insuffisamment développés en mettant à leur disposition des bourses pour étudier dans les pays ou les établissements où les études dans ces domaines particuliers ont atteint un degré élevé de compétence technique;"
3. Le programme que l'on est en train d'élaborer a donc pour but de permettre aux pays insuffisamment développés d'envoyer des experts ou des techniciens dans un pays où ils pourront poursuivre leurs études et acquérir une formation plus développée et dont ils feront profiter leur propre pays une fois qu'ils y seront rentrés. On accordera en 1949 une soixantaine de bourses de ce genre, dont la durée sera de trois à six mois. Ces bourses seront destinées à des hommes et à des femmes possédant une expérience approfondie dans les branches d'activité du développement économique de leurs pays et dans les domaines techniques connexes et, de préférence, à ceux qui s'occupent actuellement de ces questions; à la fin de leur stage à l'étranger, les boursiers reprendront leurs anciennes occupations dans leurs pays respectifs. L'octroi des bourses tiendra dûment compte des considérations d'ordre géographique.
4. Les paragraphes 6 à 8 ci-dessous décrivent dans leurs grandes lignes les mesures que pourront adopter les gouvernements des pays qui ont atteint un haut degré de développement technique et qui sont disposés à prendre les dispositions nécessaires pour permettre aux boursiers de l'Organisation des Nations Unies de venir se perfectionner et étudier dans leur pays. Les paragraphes 10-13 définissent la procédure que les gouvernements devront suivre s'ils désirent présenter une demande de bourse pour certains de leurs ressortissants.

5. Pendant la première phase d'exécution du programme, on s'efforcera de faire accorder des bourses dans les domaines suivants qui présentent les plus grandes facilités d'étude et de formation technique :

- a) Production d'énergie : techniques de l'élaboration des plans, de la construction, de l'entretien et du fonctionnement des centrales électriques, thermiques et hydrauliques;
- b) Techniques hydrauliques : énergie, irrigation, assèchement des terres et lutte contre les inondations et, le cas échéant, navigation intérieure;
- c) Transports : techniques de l'élaboration des plans, de la construction, de l'entretien et de l'utilisation des moyens de transport par route, rail, eau et air;
- d) Communications : techniques de l'élaboration des plans, du développement, de l'entretien et du fonctionnement des services téléphoniques, télégraphiques et de radio;
- e) Procédés et techniques industriels employés dans l'utilisation des ressources agricoles, minérales et forestières;
- f) Techniques employées dans l'élaboration des plans de développement économique, y compris les méthodes de centralisation et d'utilisation des statistiques et autres renseignements, dans les méthodes fiscales modernes et dans l'évaluation des richesses naturelles, y compris la photogrammétrie aérienne;
- g) On prend également des dispositions pour permettre à un petit nombre d'experts d'étudier les techniques qui président à l'utilisation coordonnée des richesses naturelles en vue d'assurer la mise en valeur d'un territoire ou d'une région telle qu'un bassin fluvial, par exemple, l'augmentation de la production des matières premières, de l'énergie et des moyens de transports à des fins industrielles, en liaison avec l'utilisation rationnelle des ressources terrestres et hydrauliques grâce à la conservation du sol, la lutte contre les inondations et le défrichement des terres.

6. Le succès du programme des bourses d'étude dépendra de la coopération de ceux des Etats Membres qui sont à même de prendre des dispositions pour permettre à un expert d'un pays insuffisamment développé de faire un stage dans une institution ou un organisme, public ou privé, afin d'étudier et d'observer un aspect général ou particulier du développement économique.

7. Comme il l'a expliqué dans sa lettre d'envoi, le Secrétaire général invite ceux des Etats Membres qui ont atteint à un degré avancé de développement technique dans des domaines généraux ou particuliers, à lui faire connaître en détail, au plus tard le 31 mars 1949, les facilités qu'ils peuvent fournir dans l'un des domaines énumérés au paragraphe 5. Le Secrétaire général devrait être également tenu au courant des facilités qui existent dans d'autres domaines.
8. Les pays qui sont en mesure d'offrir les facilités dont il est question aux paragraphes 6 et 7 sont priés de faire connaître immédiatement au Secrétaire général le nom de l'organisme ou du fonctionnaire avec lequel on pourra prendre les premières dispositions nécessaires.
9. L'attribution des bourses est régie actuellement par les dispositions financières ci-après, que le Secrétaire général a élaborées en tenant compte des suggestions suivantes proposées par la Commission des questions administratives, financières et budgétaires de l'Assemblée générale :
"il convient de ne pas perdre de vue l'intérêt qu'il y a à s'aider soi-même et les gouvernements lorsqu'ils établissent leurs demandes d'assistance, doivent aussi prendre dûment en considération la question du partage des frais entraînés par les services rendus". Le Secrétaire général a également tenu compte du fait que le nombre des bourses pourra être augmenté dans la mesure où les gouvernements, lorsqu'ils adresseront leurs demandes de bourses, pourront assumer les dépenses et réduire d'autant les frais qui autrement incomberaient à l'Organisation des Nations Unies.
- a) Sous réserve de l'accord à conclure entre l'Organisation des Nations Unies et le gouvernement intéressé, l'Organisation des Nations Unies :
 - i. Accordera une allocation mensuelle variant entre 200 et 300 dollars des Etats-Unis;
 - ii. Assumera, jusqu'à concurrence d'une somme qui sera spécifiée dans chaque cas, les frais des voyages d'étude effectués par le boursier à l'intérieur du pays d'accueil;
 - iii. Accordera une somme limitée pour l'achat d'ouvrages techniques
 - iv. Assumera en tout ou en partie, dans la mesure où ils ne pourront être payés dans la monnaie du pays du boursier, les frais encourus par ce dernier pour venir de son pays et pour y retourner.
 - b) Le gouvernement prendra ou fera prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de :

- i. Couvrir tous les frais de voyages effectués à l'intérieur du pays du boursier à l'occasion de son voyage à l'étranger, y compris les frais de passeport, de visas, etc.;
 - ii. Fournir les avances nécessaires pour permettre au boursier de prendre toutes autres dispositions dans son pays avant son départ;
 - iii. Couvrir les autres dépenses qui peuvent être payées dans la monnaie du pays du boursier.
- c) L'Organisation des Nations Unies ne peut prendre à sa charge les dépenses encourues par le boursier par suite de maladie ou de circonstances imprévues.

10. Tenant compte des dispositions que l'on pourra prendre et du fait que les titulaires des bourses accordées dans le cadre du budget de 1949 en vertu de la résolution n° 200 (III) de l'Assemblée générale devront avoir terminé leur stage au plus tard le 31 décembre 1949, le Secrétaire général se propose d'accorder une partie des bourses en avril 1949 et les autres bourses environ deux mois plus tard. Les premières bourses seront accordées en avril 1949 à ceux des candidats pour lesquels les renseignements dont il est question au paragraphe 12 auront été transmis au Secrétaire général le 31 mars 1949 au plus tard. Les Etats Membres qui ne sont pas en mesure de désigner des candidats aux bourses qui seront octroyées en avril 1949 sont priés a) de faire savoir au Secrétaire général s'ils désirent obtenir des bourses d'études et b) dans l'affirmative, de lui faire connaître les domaines particuliers auxquels ils s'intéressent, en vue de faciliter les dispositions à prendre. Afin de faciliter la deuxième attribution des bourses qui aura probablement lieu en juin 1949, les Etats Membres qui désirent obtenir des bourses sont priés de communiquer au Secrétaire général, le 31 mai 1949 au plus tard, les noms des candidats et pour chacun d'eux, les renseignements indiqués au paragraphe 12.

11. Les Etats Membres qui désirent désigner des candidats aux bourses de 1949 sont priés de faire connaître immédiatement au Secrétaire général le nom de l'organisme ou du fonctionnaire de l'Etat Membre avec lequel il pourra régler par correspondance certains points de détail.

12. A) Les demandes transmises par les Etats Membres devront contenir les renseignements détaillés suivants, dûment certifiés, sur chaque candidat :

- i. Nom, prénoms, âge, sexe, état matrimonial, degré d'instruction, formation professionnelle et autres titres du candidat. La demande devra fournir également un certificat récent de bonne

santé;

ii. Liste des emplois occupés par le candidat avec indication de la nature et de l'importance de son activité et de ses responsabilités actuelles, et description détaillée de chacun des postes qu'il a occupés pendant les cinq dernières années au moins.

iii. Les langues qu'il connaît, en indiquant dans chaque cas s'il peut lire, écrire ou parler ces langues. Si le candidat est déjà allé à l'étranger, la liste des pays qu'il a visités, avec dates et détails sur les études ou les travaux qu'il y a faits.

B. Les Etats Membres devront également présenter pour chacun des candidats les renseignements suivants :

- i. Une description détaillée, préparée par le gouvernement, du domaine que le boursier se propose d'étudier ou dans lequel il désire se perfectionner, et du programme qu'il compte suivre à cet effet, et la mention de toute question spéciale qu'il voudrait étudier dans le cadre général de ce domaine;
- ii. Le pays dans lequel le gouvernement désire que le boursier soit envoyé;
- iii. L'époque à laquelle le candidat pourra effectuer un stage pendant l'année 1949;
- iv. Les dispositions que le gouvernement compte prendre pour donner un emploi au boursier quand il sera rentré dans son pays.

13. Les boursiers devront soumettre un rapport au Secrétaire général à la fin de leur période de stage.
